



ARRETE N° 2011.72

**Création d'une place de stationnement
réservée aux personnes handicapées**

Monsieur le Maire de la Commune de **SAINT-QUENTIN-FALLAVIER (Isère)**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212.2 et L 2212.5 et L 2213.2,

Vu le Code de la Route et notamment son article R 417-11

Vu le Code de l'Action sociale et des Familles notamment son article L 241-3-2,

Vu la Loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiant l'article 2213-2 du Code Général des collectivités territoriales, notamment l'article 65, alinéa 4, stipulant que seules les Cartes Européennes de Stationnement sont autorisées conformément à l'article L 241-3-2 du Code de l'action sociale et des familles,

Vu l'arrêté du 31 août 1999 relative à la signalisation des stationnements sur les places handicapées,

Vu la circulaire du Ministère de l'Intérieur n° 86-230 en date du 17 juillet 1986 relative à l'exercice des pouvoirs de police par le Maire, en matière de circulaire routière,

Vu la circulaire n° 2000-51 rue 23 juin 2000 relative à l'accessibilité des personnes handicapées,

Vu l'arrêté municipal n° 2006.59 du 28 mai 2006,

Considérant qu'il est nécessaire de créer une place de stationnement réservée aux véhicules transportant des personnes handicapées dans l'intérêt général,

- A R R E T E -

ARTICLE I :

Une place de stationnement réservée aux véhicules transportant des personnes handicapées titulaires de la carte européenne de stationnement ou du macaron G.I.C / G.I.G (apposé sur le pare brise avant du véhicule) est créée sur le domaine public :

- Rue de l'Echasse (au droit de la rue du Vanneau)

ARTICLE II :

Les services de la CAPI sont chargés de la mise en place d'une signalisation réglementaire verticale et horizontale, selon l'arrêté du 31 août 1999.

ARTICLE III :

Le stationnement sans autorisation d'un véhicule sur cet emplacement est considéré comme gênant et constitue une infraction passible de l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe.

La Police Municipale et la Gendarmerie sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de la bonne exécution de cet arrêté.

Fait à ST QUENTIN FALLAVIER

Le 21 avril 2011.

Le Maire
Michel BACCONNIER
(Isère)

Certifié exécutoire et notifié le : 21 avril 2011

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à dater de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité administrative, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Copie : Police Municipale-Affichage-Gendarmerie-CSP-ST-CAPI